

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

92/32

DÉCLARATION À LA PRESSE
DE L'HONORABLE MICHAEL WILSON,
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DE LA TECHNOLOGIE
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
AU SUJET
DE LA RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE
DES MINISTRES DU COMMERCE,
TENUE À OTTAWA CE LUNDI 20 JUILLET 1992

OTTAWA (Ontario)
Le 20 juillet 1992

J'ai fait le point ce matin avec les ministres provinciaux sur les négociations de l'ALENA, en m'attardant sur les questions qui les intéressent particulièrement.

La fin de semaine dernière, j'ai rencontré samedi, à titre non officiel, le secrétaire mexicain au Commerce, M. Jaime Serra, puis dimanche, la représentante américaine au Commerce, M^{me} Carla Hills, afin d'évaluer où nous en sommes rendus dans ces négociations et pour essayer de rétrécir l'écart qui nous sépare dans les principales questions en suspens.

Les négociateurs en chef se rencontreront cette semaine pour préparer le terrain en vue de la négociation trilatérale prévue pour la fin de semaine prochaine au niveau ministériel.

Je trouvais qu'il était important d'informer mes collègues provinciaux de mes entretiens avec l'ambassadrice Hills et le secrétaire Serra. Je voulais aussi sonder leur opinion en prévision de la rencontre ministérielle trilatérale, alors que nous voudrions tous trois refermer les fossés qui séparent nos positions.

Nos délibérations aujourd'hui ont été minutieuses et d'intérêt profond. Nous avons fait le point sur la situation, sur les questions qu'il reste à régler, sur le tournant du processus, et sur ce qu'il nous faut pour revenir au pays avec un accord intéressant. J'ai demandé aux négociateurs de venir à la réunion pour que les ministres puissent les entendre directement. J'ai assuré les provinces que nous continuerions de les consulter autant dans les détails et aussi souvent que nécessaire pendant la phase finale des négociations.

Il reste encore du chemin à parcourir pour préserver les intérêts canadiens à de nombreux chapitres qui revêtent beaucoup d'importance pour nous. Par exemple, nous ne trouvons pas encore satisfaisantes les règles d'origine dans le domaine de l'automobile. Nous voulons une entente qui tienne compte de la nature particulière du secteur automobile au Canada -- les trois grands de l'automobile, les producteurs étrangers implantés chez nous et les fabricants de pièces. Dans le domaine du textile et du vêtement, nous n'avons pas obtenu non plus ce dont nous avons besoin. L'important dans ce dossier est de faire fond sur l'accès que nous avons acquis au marché américain dans l'Accord de libre-échange.

Nous discutons encore avec le Mexique de la façon d'en arriver à un tarif douanier qui ralliera l'appui de l'industrie canadienne. La plupart des exportations du Mexique entrent déjà sans droit de douane au Canada et les entreprises canadiennes ont hâte de bénéficier du même accès au Mexique. Plusieurs propositions dans le domaine des investissements sont encore inacceptables pour nous.

Les Canadiens demeurent inquiets devant la nécessité de s'adapter au nouveau contexte concurrentiel qui régit nos relations commerciales et l'économie internationale dans son ensemble. Le gouvernement fédéral continue de travailler à cette question et nous avons convenu aujourd'hui de poursuivre notre collaboration avec les provinces.

Nous sommes bien partis pour construire un cadre d'ALENA qui profitera à nos trois pays pendant des années. Les objectifs du Canada dans ces négociations, rappelons-le, n'ont pas changé : ouvrir le marché mexicain, très protégé, aux exportateurs canadiens de biens, de services et de capitaux; maintenir et si possible améliorer les avantages acquis dans l'Accord de libre-échange, et faire en sorte que le Canada demeure un endroit très intéressant pour la technologie et l'investissement étrangers, secteurs qui créent des emplois. Notre participation à l'ALENA nous aidera à attirer des investissements, ce qui ne serait pas le cas si nous en étions exclus.

Je sais qu'on spéculé sur la possibilité que les ministres concluront un accord à la séance de négociation trilatérale dans quelques jours. Nous travaillerons tous en ce sens et serions tous heureux si telle était l'issue, mais d'après les discussions de ce dernier weekend, je crois qu'il sera difficile d'en venir à une entente en fin de semaine sur toutes les questions.

Comme vous le savez, quand les négociations tirent à leur fin, les dernières questions sont généralement les plus difficiles à régler. Nous n'avons pas de date absolue à ne pas dépasser. L'objectif de notre calendrier est de conclure un bon accord.